Quelle politique face au pass sanitaire ?

La politique de Macron est une politique de classe aussi dans le domaine de la santé publique, c'est pourquoi nous la combattons comme dans les autres domaines.

Le gouvernement Macron est un gouvernement de classe. Il dirige le pays fondamentalement selon les intérêts généraux de la bourgeoisie, mais aussi selon les intérêts de fraction politique constituée par Macron et ses proches.

Les décisions concernant la santé publique ne font pas exception : là aussi, le pouvoir mène une politique de classe et non une politique dictée par les intérêts de la population, et aussi une politique conditionnée par les intérêts électoraux de son camp.

Sa gestion de l'épidémie de SARS-COV-2 a été dirigée par trois objectifs :

1. maintenir le plus possible l'activité économique « normale », même si cela devait coûter de dizaines de milliers de morts évitables, des restrictions durables des libertés, etc.
2. essayer d'éviter une trop forte saturation des hôpitaux pour contenir le nombre de morts à un niveau socialement acceptable ;
3. Saisir les opportunités offertes par l'épidémie pour avancer dans son offensive contre le monde du travail, en restreignant les libertés individuelles et en attaquant les conditions d'emploi.

Les gouvernements précédents avaient supprimé les stocks stratégiques de masques pour faire des économies, le gouvernement actuel a tardé à réagir face à l'épidémie, a décrété bien trop tardivement le premier confinement (Macron n'ayant pas hésité même dix jour avant à inciter les gens à continuer à vivre comme d'habitude, car nous, les Français, nous n'avons pas peur des virus… !), a menti de façon éhontée en prétendant que l'usage du masque n'était pas scientifiquement recommandé pour réduire la transmission des maladies respiratoires comme le SARS-COV-2, n'a jamais recruté et formé des équipes suffisantes pour effectuer un traçage suffisant en amont, a continué à supprimer des lits hôpitaux, etc. Il a entraîné dans son discrédit le monde scientifique, créant une défiance dans la population, alors que la condition d'une politique de santé publique efficace est l'information de la population et la création d'un lien de confiance avec les organismes de santé.

Le tournant subi vers une politique de vaccination massive, avec une forme d'obligation qui ne dit pas son nom, via le « pass sanitaire », n'est pas l'expression du fait que Macron se serait soudain converti à des mesures de santé publique efficace, mais une réaction désespérée pour essayer de gommer magiquement les effets d'une politique sanitaire désastreuse qui menaçait de conduire tout droit à un reconfinement face à la virulence du variant delta. Il est d'ailleurs en contradiction avec l'engagement proféré par Macron quelques mois plus tôt disant qu'un éventuel pass sanitaire ne devrait jamais créer deux catégories de citoyen.ne.s. La politique du gouvernement est si peu cohérente qu'il choisit dans le même temps de rendre payant les tests de dépistage (pour faire des économies, car cela a coûté près de 6 milliards à la Sécu, pas parce que les tests seraient devenus inutiles du point de vue de la santé publique) ; de ré-autoriser les grandes concentrations de foule sans distance suffisante (matchs de foot avec jauge à 100%, boîtes de nuit, concerts, etc.) alors que ce sont des lieux connus de contamination massive (cf. études faites à propos de l'Euro de foot 2021) ; de limiter drastiquement le télétravail dans la fonction publique et de laisser carte blanche au patronat pour s'organiser comme ils veulent pour maximiser leur profit. Dans une période de rentrée scolaire hautement risquée, c'est irresponsable. Soulignons également que si le pass sanitaire a dopé le nombre de vaccinations pendant l'été, c'est un échec concernant la vaccination des plus de 80 ans, c'est-à-dire les personnes les plus vulnérables : 85% ont eu au moins une dose, contre plus de 95% en Espagne, Italie, Irlande, Danemark… Certains pays, sans pass sanitaire, font mieux que la France, notamment auprès des personnes les plus vulnérables. Pour les atteindre, il ne faut pas les priver de restaurants et d'avions, il faut convaincre et aller à leur rencontre.

Le pass sanitaire est une mesure, dont l'une des conséquences principales est de menacer les travailleurs/euses de perdre leur salaire et à terme leur travail (car le pass sanitaire sera vraisemblablement prolongé au-delà du mois de novembre), qu'ils bossent dans la fonction publique ou dans le privé. C'est une attaque brutale contre le statut de la Fonction Publique et les CDI. Depuis le 15 septembre, des milliers de travailleurs/ses ne touchent plus leurs salaires. Le gouvernement minimise leur nombre et les parias sont invisibilisés. Il est aidé en cela par les confédérations syndicales qui n'ont pris strictement aucune initiative pour empêcher Macron de détruire la vie de milliers de travailleurs/ses. Le pass sanitaire pourrait servir aux capitalistes à déguiser les licenciements rendus nécessaires par la crise en licenciements motivés par l'irresponsabilité de certain.e.s travailleur.se.s. En outre, il contribuer à diviser le monde du travail entre les partisans de la vaccination et ceux qui ont des doutes. Par ailleurs, il réduit drastiquement les libertés des travailleur.se.s qui ne sont pas vacciné.e.s. Enfin, il est l'occasion du développement d'un système de surveillance et de contrôle encore jamais connu dans nos pays et dont la dictature militaire chinoise est un modèle qui inspire manifestement les gouvernements capitalistes des pays centraux.

C'est pourquoi toute organisation se plaçant du côté de l'intérêt des travailleur.se.s

doit combattre le pass sanitaire et exiger son abrogation. Car, tant que la loi instaurant le pass sanitaire n'est pas abrogé, les sanctions contre les salarié.e.s peuvent tomber.

Plus généralement, nous devons défendre les libertés individuelles contre leur réduction drastique par le gouvernement Macron. La réduction des libertés individuelles se retournent toujours en démocratie bourgeoise contre le prolétariat.

Opposer à la politique de Macron une politique révolutionnaire de santé publique

Il est donc de notre devoir de dénoncer la politique sanitaire de Macron, mais il faut aussi lui opposer la politique qu'un gouvernement des travailleur.se.s mènerait.

Refuser le pass sanitaire, ce n'est pas « renoncer à la raison », à la science ou à une politique efficace de santé publique, bien au contraire.

Une politique sanitaire efficace aujourd'hui exige d'agir à différents niveaux :

- Défendre et promouvoir la vaccination contre le Covid, mais sans obligation ni contrainte ; cela suppose de faire des campagnes d'information spécifique, d'organiser des réunions sur les lieux de travail et dans les quartiers avec des médecins pour répondre aux interrogations et aux doutes de certain.e.s pour se faire vacciner, de mettre en place des centres de vaccination aisément accessible et suffisamment nombreux sur les lieux de travail et de vie.
- Comme communistes révolutionnaires, nous luttons avec patience, sans paternalisme et sans mépris, pour défendre le principe de la vaccination, pour répondre aux fake news répandus par les sites conspirationnistes qui, dans 99% des cas, sont animés par l'extrême-droite. Si notre première tâche politique est de lutter contre le gouvernement, il fait aussi partie de nos tâches de lutter contre ses faux opposants, ennemis des travailleurs/ses que sont l'extrême-droite dans toutes ses variantes. Mais précisément cette seconde tâche ne peut être menée à bien sans un combat clair contre la politique du gouvernement et notamment contre le pass sanitaire
- Cela suppose de dire clairement ce que l'on peut attendre de la vaccination et ce que l'on ne peut pas en espérer. Les vaccins actuels sont très efficaces pour éviter les formes graves du Covid face aux variants actuellement dominants. Pour les vaccins à ARN messager, ils permettent d'éviter environ 80% des formes graves, les autres vaccins sont un peu moins performants, mais néanmoins utiles. En revanche, les vaccins n'ont pas à l'heure actuelle de rôle épidémiologique décisif : ils contribuent à ralentir la transmission du virus (ils le font environ dans 40% des cas, semble-t-il), ce qui est utile, mais ne peut pas permettre d'éteindre l'épidémie avec la seule vaccination. Diverses études l'ont montré, comme celle fait lors d'un mariage aux Etats-Unis où pourtant tous les invités étaient vaccinées avec deux doses et où il y a eu de nombreuses contaminations ; on le voit aussi avec l'exemple grandeur nature d'Israël où malgré un taux de vaccination élevé, l'épidémie est repartie à la hausse, au point de menacer de la nécessité d'un nouveau confinement.

- On pourrait se dire que, puisqu'on arrive avec la vaccination à éviter les formes graves (et donc des morts, en abaissant ainsi la létalité à des niveaux comparables à ceux de la grippe saisonnière), on peut laisser tranquillement circuler le virus. Malheureusement, ce n'est pas le cas et ce serait une grave erreur. En effet, plus le virus circule, plus il mute, et plus la probabilité de l'apparition de mutations résistantes aux vaccins augmente. Il est donc indispensable d'avoir à sa disposition un ensemble d'autres mesures pour contrôler l'épidémie, avec l'axe d'une politique dite « 0 Covid », c'est-à-dire visant à diminuer au maximum la circulation du virus (même si pour le moment, on ne peut pas l'éteindre tout à fait). Voici quelques mesures pour aller en ce sens
- Exiger l'installation de purificateurs d'air dans tous les lieux clos rassemblement du monde où cela est possible, comme les restaurants d'entreprise, les restaurants, les salles de pause au travail, les théâtres, les salles de concert, etc.
- Recruter enfin des équipes suffisamment nombreuses pour assurer une politique de traçage en amont. Donner aux personnes testées positives les moyens matériels de s'isoler (maintien intégral des revenus, quelle que soit leur nature, lieu permettant l'isolement, services publics pour acheminer les courses au domicile, etc.).
- Limiter les concentrations dans les transports et sur les lieux de travail, en imposant le droit au télétravail au patronat tant que nous ne sommes pas sortis de la crise sanitaire
- Maintenir la gratuité des tests de dépistage ; réaliser des campagnes massives de dépistage intelligemment conçues (par lieux de travail, par aires géographiques, etc.). Le gouvernement chinois arrive bien à tester toute la population d'une ville de 11 millions de personnes. Pourquoi cela ne serait-il pas possible en France ?
- Gratuité et distribution des masques chirurgicaux à tout le monde ; même mesure avec les FFP2 pour les populations plus à risques
- Rouvrir des lits d'hôpitaux, recruter des médecins et des infirmières de façon progressive, ce qui suppose une amélioration des salaires et des conditions de travail à l'hôpital
- Investir massivement dans la recherche publique, notamment sur les coronavirus (étude du virus, recherche de traitement, recherche de vaccins, etc.)

Cependant une politique pour vaincre l'épidémie ne peut être menée efficacement qu'à l'échelle internationale. De toute évidence, les gouvernements capitalistes, à la fois en raison des intérêts des trusts pharmaceutiques et des intérêts nationaux de chaque capitalisme, n'en sont pas capables. Seuls des gouvernements révolutionnaires peuvent y parvenir.

Nous exigeons notamment :

- La levée immédiate des brevets sur les vaccins et les médicaments utiles contre le Covid
- La réquisition des entreprises pharmaceutiques pour la production des vaccins en quantité suffisante pour permettre à toutes celles et ceux qui sont convaincus de se faire vacciner dans le monde entier

- Expropriation immédiate sans indemnité ni rachat des grands trusts pharmaceutiques
- Des mesures coordonnées à l'échelle mondiale pour stopper l'épidémie (ce qui, par exemple, peut impliquer une restriction des voyages pour une durée à définir et limitée, au moment opportun en fonction de l'évolution de l'épidémie)

Quelle politique en pratique en France ?

Nous appelons à participer aux manifestations anti-pass sanitaire sur nos bases politiques (contre le pass sanitaire, contre la politique de Macron, pour la vaccination et une politique de santé publique efficace telle que décrite ci-dessus). La persistance de ces manifestations d'une très grande ampleur (supérieures numériquement aux manifestations du 1 et 8 décembre 2018) tout l'été montre le caractère exceptionnel et profond de cette mobilisation.

Nous luttons dans les syndicats pour qu'ils prennent la même position et appellent eux aussi à participer aux manifestations.

Selon les configurations locales, il faut soit participer à « la » manifestation anti-pass organisée dans une ville donnée (en cherchant à y chasser l'extrême-droite organisée, comme cela a été fait à Montpellier), soit appeler à une autre manifestation anti-pass sur nos bases (quand localement c'est l'extrême-droite organisée qui encadre la manifestation).

Nous dénonçons la politique des bureaucraties syndicales qui ont boycotté les manifestations antipass pendant les vacances, et qui cherchent désormais à organiser une mobilisation dérisoire et lointaine (journée d'action du 5 octobre), séparée des mobilisations actuelles

Nous soutenons la mise en place d'un pôle syndical lutte de classe dans les manifestations de samedi, comme cela a été fait à l'initiative de syndicats CGT et SUD à Paris

Nous œuvrons à l'élargissement des mots d'ordre à partir du combat contre le pass sanitaire, notamment au combat contre la réforme des retraites, contre la réforme de l'assurance chômage, etc. , en tenant compte de ce qui se discute sur nos lieux de travail et/ou d'études.

Nous affirmons clairement : travailleurs/ses, vaccinés ou pas vacciné.e.s, ensemble, contre la politique capitaliste de Macron !

Tendance CLAIRE, le 18 septembre 2021